Le 23 mars 2010 :
Tous ensemble, en grève et en manifestation !

Plus haut les salaires !

Malgré les protestations des salariés, l'UCANSS maintient sa volonté d'augmenter la valeur du point de seulement 0,50% au 1er juillet 2010. Alors que les caisses locales ont « économisé » 124,5 millions d'euros sur le dos du personnel, cette décision est une véritable provocation. Elle montre, une fois de plus, le profond mépris des dirigeants de la Sécu pour leurs salariés.

Exigeons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois !

Alors que les charges de travail augmentent... les suppressions d'emploi se poursuivent et s'accélèrent !
Les fermetures d'accueils téléphoniques et/ou physiques, les heures supplémentaires, les pressions sur les agents sont aujourd'hui les seules réponses pour faire face aux charges de travail.

Dans ces conditions, la volonté des ministères de tutelle d'imposer de nouvelles restrictions budgétaires est inadmissible. Le gouvernement veut diminuer de 10% les dépenses de frais de gestion et maintient son dogme de ne remplacer les départs en retraite qu'à la hauteur d'un pour deux, ce qui est lourd de conséquences dans une situation déjà particulièrement dégradée. Rappelons que les réductions d'emplois dans la Sécurité Sociale ont débuté il y a plus de dix ans…

Retraites : taxer les profits, pas notre niveau de vie !

« On vit plus vieux, c'est normal de travailler plus longtemps. » Cette rengaine a servi à allonger la durée de cotisation. Elle nous est resservie pour justifier la fin de la retraite à 60 ans. Remarquons d'abord que l'accroissement de l'espérance de vie ne date pas d'aujourd'hui et s'est historiquement toujours accompagné d'une baisse continue de la durée du travail. C'est ce qu'on appelait le progrès… L'augmentation de la richesse produite servait, entre autres, à cela. Remarquons ensuite que si l'espérance de vie augmente, l'espérance de vie "en bonne santé", c'est-à-dire sans handicap majeur, est seulement de 64,2 ans pour les femmes et de 63,1 ans pour les hommes. Les salariés ont donc peu de temps pour réellement profiter de leur retraite.

De même, on mesure l'hypocrisie du discours sur l'emploi des seniors quand on sait qu'aujourd'hui plus de six salariés sur dix sont hors emploi au moment de faire valoir leur droit à la retraite. Quel sens cela a-t-il de vouloir repousser l'âge de départ à la retraite alors que les entreprises se débarrassent de leurs salariés avant 60 ans, sinon vouloir baisser par ce biais le montant des pensions ?

Le gouvernement veut nous faire peur avec les chiffres du déficit. Celui-ci est en partie dû à la crise économique. **La solution au problème du financement des retraites existe**. Elle consiste à mettre un terme à la baisse de la part salariale (8 points en 20 ans) dans la valeur ajoutée (la richesse créée par les salariés dans les entreprises) et à accompagner l'évolution démographique par un relèvement progressif des cotisations sociales. Ce rééquilibrage de la part des salaires dans la valeur ajoutée est d'autant plus nécessaire que c'est le partage de plus en plus inégal de la richesse produite qui est à la racine de la crise financière (sans parler des cadeaux somptueux faits aux entreprises et aux banques…).

Dans le cadre de l'appel national interprofessionnel unitaire :

Tous ensemble pour l'emploi, les salaires, les retraites !

Union Fédérale SUD Protection Sociale 144 Boulevard de la Villette 75019 Paris - tél : 06 88 06 73 34
www.sud-protectionsociale.org – uf@sud-protectionsociale.org